

Questions orales

reçoivent une part équitable des taxes perçues par l'État fédéral à ce niveau, le premier ministre va-t-il assurer à la Chambre et à la population—et spécialement aux municipalités—qu'il y aura des conférences tripartites régulières et sérieuses?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur. Je puis en donner l'assurance en ce qui concerne mon gouvernement. L'honorable député comprend sans doute que certaines provinces ne montrent pas autant d'enthousiasme que nous à ce sujet, mais il s'agit d'une initiative fédérale prise par notre gouvernement. Nous sommes tout à fait en faveur du projet. A notre avis, cela serait beaucoup plus utile aux municipalités que la Conférence sur les priorités qui leur a été proposée par l'opposition officielle, et qui serait en réalité, entre gouvernements fédéral et provinciaux, une rencontre à deux à laquelle les instances municipales ne participeraient pas directement.

M. l'Orateur: La présidence donnera la parole au député de Calgary-Nord pour une question supplémentaire, puis au député d'Esquimalt-Saanich et enfin au député de Greenwood.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, dois-je conclure de la réponse du premier ministre que celui-ci approuve la déclaration du gouvernement de l'Ontario selon laquelle on partagerait à raison d'un dollar chacun et qu'il est maintenant d'accord sur ce mode de financement?

M. Trudeau: Certes non, monsieur l'Orateur. Le député parle de quelque chose qui est tout différent de ce qui a fait l'objet de sa première question. Celle-ci portait sur les conférences qui réunissent les trois paliers de gouvernement. Il parle maintenant des ententes relatives au partage fiscal. Il devrait voir à ne pas mêler ses questions.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES NOUVEAUX PASSEPORTS CANADIENS—LA QUESTION DES ARMOIRIES

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Est-il vrai que les armoiries du Canada où figurent la Couronne et d'autres symboles royaux sont censées disparaître des nouveaux passeports canadiens, tout comme d'ailleurs l'exhortation spéciale que Sa Majesté adresse à tous ses représentants de par le monde d'accorder en son nom au porteur de ce document toute l'aide et tous les secours que celui-ci pourra demander?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je n'ai jamais entendu parler de tels projets.

LES RUMEURS DE MASSACRES PAR LES TROUPES COLONIALES PORTUGAISES EN MOZAMBIQUE—L'ATTITUDE DU CANADA

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné que des officiers portugais ont confirmé récemment le récit que des prêtres catholiques avaient fait du massacre de civils par l'armée coloniale portugaise au Mozambique, le secrétaire d'État aux Affai-

[M. Woolliams.]

res extérieures profitera-t-il de cette occasion pour aviser une fois de plus le Portugal, un allié du Canada au sein de l'OTAN, que notre pays abhorre la répression exercée dans ce qui reste de l'empire colonial portugais en Afrique, et pressera-t-il encore une fois le Portugal d'accorder la liberté aux mouvements indépendantistes de ces pays?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je dirai, pour répondre à la première partie de la question, que je n'ai reçu aucune confirmation indépendante des reportages entendus à la radio ce matin. Je tiens cependant à déclarer que le Portugal doit de toute évidence être tenu responsable de telles atrocités commises par ses troupes contre des civils innocents dans ces territoires africains. Je suis heureux de répéter deux déclarations que j'ai faites précédemment. Premièrement, j'ai engagé vivement le ministre portugais des affaires étrangères, et je le ferai chaque fois que j'en aurai l'occasion, à négocier avec les mouvements de libération pour l'indépendance des territoires coloniaux. Je rappellerai au député qu'aux Nations Unies, nous avons voté en faveur d'une résolution portant sur la création d'une commission impartiale et compétente chargée de faire enquête sur les massacres qui ont eu lieu dans les territoires portugais.

● (1440)

M. Brewin: En posant ma question supplémentaire, monsieur l'Orateur, j'aimerais dire au secrétaire d'État aux affaires extérieures...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député doit poser une question au lieu de dire quelque chose au ministre.

M. Brewin: Très bien, monsieur l'Orateur. Le ministre devrait lire le *Guardian* de Manchester—c'est un journal libéral—«libéral» avec un petit l—et il constaterait qu'il contient un article sur cette question. Voici ma question: le ministre ira-t-il plus loin et soulèvera-t-il le problème à l'OTAN qui se veut être le défenseur des droits de l'homme? Consultera-t-il les autres alliés de l'OTAN pour s'assurer que l'OTAN servira à régler cette affaire?

M. Sharp: Je ne m'engage pas à soulever cette question publiquement à l'OTAN. Tout d'abord, je ne pourrais le faire en public; car les réunions de l'OTAN ne sont pas publiques. On a fait un effort, je le répète, pour soulever le problème dans le cadre de l'OTAN. Cela a été uniformément inutile et n'a abouti qu'à un long débat futile. Ces nouvelles nous inquiètent toutefois beaucoup et nous consulterons nos alliés.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

DEMANDE DE PRÉSENTATION D'UNE MESURE RELATIVE À L'INFLATION ET AU LOGEMENT AVANT L'EXPOSÉ BUDGÉTAIRE DU 6 MAI

M. Don Blenkarn (Mississauga): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Voudrait-il voir à présenter une mesure législative concernant l'inflation et le logement d'ici le 6 mai, date de présentation de l'exposé budgétaire, afin que nous puissions chercher des moyens de résoudre ces problèmes qui tourmentent les Canadiens qui habitent nos centres urbains?